

Le gouvernement prussien est donc seul et impuissant, s'il n'a pas derrière lui la France, ou s'il n'espère pas l'y trouver. Que l'Empereur dise fermement, nettement et publiquement à la Prusse et à l'Autriche, comme le fait la Diète germanique; "Je serai contre celle des deux puissances qui fera la guerre; ma neutralité bienveillante penchera du côté de la puissance attaquée;" cette parole désarme la Prusse et assure la paix.

Si le cabinet de Berlin persiste dans sa voie, s'il s'apprête manifestement à la guerre, c'est qu'il ne se croit pas seul, c'est qu'il a ou qu'il espère des alliances. S'il les a, tout est dit, et la guerre est certaine; si il ne les a pas, il compte les créer en soulevant les événements qui doivent les faire naître. Il faut lui fermer toutes les issues, et pour cela il faut deux choses: que la Diète ne se divise pas et que la France ne laisse rien espérer.

Qu'espère M. de Bismark? D'abord, diviser la Diète. Il tente les vieilles convoitises de la Bavière; il lui offre un partage séduisant de la prépondérance en Allemagne. Il croit entraîner les États germaniques du Nord, qui se trouvent dans sa sphère d'attraction. Il se persuade que la démocratie qui refuse, en ce moment, de répondre à son appel, finira par renoncer à ses défiances et cédera à l'impulsion que le suffrage universel va donner à ses instincts et à ses intérêts. Après avoir ainsi isolé l'Autriche en Allemagne, il espère l'isoler en Europe. Il compte sur l'absentement égoïste de l'Angleterre, sur la neutralité hostile, sur les rancunes obstinées de la Russie contre l'Autriche. Il se croit sûr de son alliance avec le gouvernement italien qui doit céder à l'irrésistible tentation de sortir de ses embarras intérieurs, de recommencer sa guerre contre l'Autriche avec des chances ines-

pérées, de conquérir Venise et d'achever l'œuvre de l'indépendance et de l'unité. Il juge la neutralité de la France impossible, dans ces conditions. Il sait ou il prévoit que le bruit du canon, tiré, d'un côté, sur l'Elbe ou le Rhin, et, de l'autre, à Vérone et à Venise, doit entraîner fatalement le drapeau de la France.

Si le cabinet des Tuileries laisse ces doutes ou ces espérances dans l'esprit de M. le comte de Bismark, si, au lieu d'exprimer une volonté, il se borne à manifester des désirs impuissants en faveur de la paix; si, avec l'accent nécessaire pour être cru, il ne dit pas à l'Italie: "Je ne vous suivrai pas à Venise;" s'il ne dit pas à la Prusse: "Je ne vous suivrai pas sur le Rhin, et peut-être m'y rencontrerez-vous en ennemi;" s'il ne tient pas ce sincère et ferme langage, la guerre se fera, elle sera générale, et l'Allemagne tout entière en sera la première victime.

L'Allemagne le comprend et M. Von der Pfordten a traduit excellemment le sentiment de tous les États confédérés, dans sa dépêche adressée aux cabinets de Berlin et de Vienne. "Doute-t-on, par hasard, a-t-il dit, qu'une guerre semblable eût un autre résultat que la "nécessité fatale pour le vainqueur "et le vaincu d'accepter, l'un et "l'autre, la paix et ses conditions "des mains de puissances étrangères "qui seules en recueilleraient les "fruits? Certes, ajoute-t-il, celui "sur qui pèserait la faute d'une "telle guerre, se verrait bientôt "jugé par sa propre conscience, "laquelle ne ferait que devancer les "incorruptibles jugements de l'histoire." Ce langage est grand, digne et vrai, et tout le monde peut en tirer leçon et profit.

Dans la situation de la Prusse et de l'Autriche, il y a une considérable différence: la Prusse, je viens